

News Release

Communiqué

Department of
External
Affairs



Ministère des
Affaires
extérieures

88/53

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

ALLOCUTION DU

TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

SECRETÉAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

PRONONCÉ À L'UNIVERSITÉ MCMASTER

HAMILTON (ONTARIO)

Le 31 octobre 1988

Secretary of State
for
External Affairs

Secrétaire d'État
aux
Affaires extérieures

Canada

Dans un peu plus d'un mois, nous marquerons le premier anniversaire d'un accord vraiment historique. En effet, le 6 décembre dernier, le secrétaire général Mikhail Gorbatchev et le président Ronald Reagan signaient le Traité sur les forces nucléaires intermédiaires. Il s'agit d'un événement important des temps modernes: pour la première fois dans l'histoire, il y a un accord sur le démantèlement de toute une catégorie d'armes nucléaires.

Tous les Canadiens ont applaudi cette mesure, car elle démontre que la catastrophe n'est pas l'issue inéluctable des rivalités entre l'Est et l'Ouest.

L'année prochaine, nous célébrerons un autre événement marquant: le quarantième anniversaire de la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Je mentionne ce fait parce qu'il est intimement lié à la réalisation de décembre dernier menant à l'élimination d'une catégorie d'armements nucléaires.

Ce traité n'est pas une chose qui est simplement tombée du ciel. Il ne s'agissait pas non plus d'un geste unilatéral de bonne volonté de la part de l'Union soviétique et de ses nouveaux dirigeants, anxieux de montrer leur nouveau visage à l'Ouest. De fait, la genèse du Traité remonte à la fin des années 1970, lorsque les Soviétiques ont pris une décision qui était ni banale ni populaire.

Revenons à cette époque. L'Union soviétique venait d'augmenter l'instabilité en Europe en décidant de déployer ses missiles SS-20, une nouvelle génération de missiles à moyenne portée et une arme qui n'avait pas son équivalent en Europe occidentale. L'OTAN a essayé de persuader l'Union soviétique de ne pas déployer ces missiles. Mais les paroles n'ont pas suffi et les missiles soviétiques ont été déployés. C'est pourquoi les ministres canadiens et les autres ministres responsables de l'OTAN ont pris une décision dite "à deux volets", l'un menant au déploiement d'armes en Europe occidentale et l'autre invitant Moscou à négocier, pour ces armes, un plafond applicable aux deux parties.

Les Soviétiques ont réagi en bloquant les négociations et en essayant de soulever l'opinion publique dans les sociétés libres de l'Ouest contre la décision de l'OTAN. Leur tactique consistait surtout à mobiliser les mouvements pacifistes de l'Europe occidentale contre le déploiement envisagé par l'OTAN.

Certains d'entre vous se souviendront des défilés et des manifestations, accompagnés d'une offensive diplomatique soutenue de la part des Soviétiques visant à briser la détermination et l'unité de l'Ouest.

Ces débats sur le déploiement ont provoqué énormément de propagandes favorables à l'Union soviétique, même s'il est désormais clair d'après les chiffres de l'Accord FNI que ce pays a déployé en Europe quatre fois plus d'ogives que les États-Unis.

En dépit toutefois des pressions de la propagande, les gouvernements occidentaux ont tenu bon; les euromissiles ont été installés et l'Union soviétique, incapable d'ébranler l'unité de l'Ouest, a accepté de suivre le second volet de la décision de l'OTAN qui menait aux négociations; celles-ci ont abouti à l'accord historique de l'année dernière. Ce n'est pas la négociation que les Soviétiques voulaient d'abord. Ils ont commencé par essayer à diviser l'OTAN. Lorsqu'ils n'ont pas réussi, ils ont négocié.

D'autres facteurs sont entrés en ligne de compte, bien entendu, surtout la nouvelle attitude d'ouverture et de souplesse que MM. Gorbatchev et Reagan affichent tous les deux aujourd'hui. Toutefois, si la décision "à deux volets" n'avait pas réussi, ou si les mouvements pacifistes s'étaient imposés, rien n'aurait pu inciter les Soviétiques à retirer leurs propres missiles.

J'aimerais rappeler un fait qui semble être évident. La guerre nucléaire serait terrible. Sa possibilité nous effraie tous, enfants comme adultes. Mais des guerres terribles peuvent être menées sans les armes nucléaires. Pensons à l'Iran et l'Iraq. Pensons au Cambodge. Pensons aux Croisades. Ce ne sont pas les vœux pieux qui empêchent la guerre. Il faut prendre des mesures pour l'arrêter lorsqu'elle éclate. Il faut dépêcher des missions de pacification lorsqu'il y a une paix à maintenir. Et il faut travailler à empêcher la guerre, en se servant d'outils qui comprennent aussi bien l'aide étrangère que la menace de représailles. Lorsqu'il est question de l'importance de l'OTAN, il ne faut pas oublier que l'Europe, qui s'est enflammée deux fois dans les quarante ans qui ont précédé l'établissement de l'OTAN, n'a connu aucune guerre depuis cette époque. Il ne s'agit donc pas d'un débat qui oppose des artisans de la guerre et des artisans de la paix. Il s'agit d'un débat où nous cherchons tous à trouver le meilleur moyen de préserver la paix et d'étendre la liberté.

Une des leçons de l'histoire est que personne ne peut négocier avec succès à partir d'une position caractérisée par la faiblesse. De toute évidence, les Soviétiques savent bien ce qu'est la force. À la fin des

années 1970, au moment où les missiles soviétiques ont été déployés, l'Ouest s'est rendu compte que les mots seuls ne suffisaient pas. L'année dernière, M. Gorbatchev et M. Reagan nous ont montré ce qui arrive lorsque l'Ouest reste fort et uni.

La leçon que nous en avons tirée est claire: le progrès est impossible sans la volonté de négocier et sans la puissance qui nous permet d'être pris au sérieux. La clé de cette puissance est l'OTAN.

L'OTAN est un organisme qui a vu le jour pendant des moments difficiles. Il a été créé seulement quatre ans après la fin du conflit le plus terrible qu'a connu l'humanité. Dévastée, l'Europe cherchait à trouver les moyens économiques, sociaux et politiques de se rétablir.

À cette époque, il se produisait des événements tristes et de mauvais augure en Europe: une guerre civile fomentée par les Soviétiques ravageait la Grèce; Berlin était devenue un îlot; les démocraties naissantes de l'Europe orientale disparaissaient une à une. Voilà la toile de fond peu reluisante qui existait lorsque le Canada, les États-Unis et nos alliés de l'Europe occidentale ont décidé de s'unir pour établir ce moyen de défense collective. En passant, l'un des principaux partisans européens de cet organisme était le gouvernement Travailleuse de Grande-Bretagne. L'OTAN n'était pas une initiative américaine: cette alliance était en fait beaucoup plus d'inspiration anglo-canadienne et son but était de veiller à ce que l'histoire ne se répète pas, à la suite de cette grande guerre, à cause d'un nouveau repli américain vers l'isolement.

Pourquoi y avons-nous adhéré? Pourquoi y sommes-nous resté? Pourquoi en faisons-nous toujours partie?

La réponse à chacune de ces questions est la même. Nous faisons partie de l'OTAN parce qu'il est dans le plus grand intérêt du Canada que l'Alliance de l'Atlantique Nord soit forte. De toute évidence, le monde a évolué beaucoup depuis la création de l'alliance occidentale. Mais un grand nombre des conditions qui ont mené à l'établissement de l'OTAN en 1949 existent encore aujourd'hui. L'Europe est toujours divisée entre des sociétés qui sont libres et des sociétés qui ne le sont pas. Le Canada est toujours profondément intéressé à protéger la liberté et à la répandre en Europe. Une

alliance enjambant l'Atlantique est toujours un puissant moyen de contrecarrer l'instinct d'isolement des Américains et d'encourager les États-Unis à collaborer avec les autres pays libres. De la même façon, elle favorise la coopération à l'intérieur de l'Europe ainsi que la coopération entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Une des choses qui ont changé c'est que les missiles stratégiques font peser sur le Canada une menace directe beaucoup plus grave. Nous sommes situés directement entre les superpuissances. Les changements de politique ne changent rien à la géographie et, puisque les missiles ne vont pas disparaître simplement parce qu'on en formule le vœu, il est essentiel, pour notre propre sécurité, de maintenir des institutions qui permettent de les contrôler ou d'en réduire le nombre.

Gardez bien à l'esprit les intérêts du Canada.

Aucun autre pays occidental n'est dans la même situation géographique que nous: pays d'une immense superficie dont la population est clairsemée, ouvert sur trois des grands océans du monde, à l'ouest, à l'est et dans l'Arctique, coincé directement entre les deux grandes superpuissances nucléaires. Il faudrait, pour défendre et protéger à nous seuls ce territoire, engager d'énormes frais. Ce serait, par contre, inviter les autres nations à grignoter peu à peu notre souveraineté que de refuser de le défendre ou de le protéger. Cela fait partie des réalités de notre pays qui, par sa superficie, vient au second rang dans le monde.

Mais c'est la liberté, et non la géographie, qui constitue la considération suprême.

Les Canadiens jouissent depuis longtemps d'une société et d'institutions libres et démocratiques. Ils ont maintes fois réitéré leur attachement à ces valeurs.

Nous porterons témoignage, la semaine prochaine, aux milliers de Canadiens morts au champs d'honneur pour défendre ces idéaux, au cours de deux grandes guerres en Europe depuis le début du siècle et de nouveau, aux antipodes, au cours de la Guerre de Corée.

Il existe une corrélation directe entre notre liberté, notre prospérité, nos valeurs et la façon dont celles-ci se portent dans le reste du monde: lorsqu'elles se portent bien dans le monde, elles sont moins menacées chez-nous; lorsqu'elles sont menacées à l'étranger, elles sont compromises ici.

Ce principe est, depuis le début, au coeur même de la politique étrangère canadienne; loin de prôner l'isolation, nous sommes l'un des pays qui préconisent le plus efficacement et le plus constamment l'internationalisme mondial. Il est ainsi particulièrement ironique d'entendre certains prétendre que ce serait faire preuve de nationalisme canadien que de se retirer d'une alliance, car l'isolation est un mal américain, pas canadien. Une des différences entre les deux sociétés qui cohabitent en Amérique du Nord, c'est que les Canadiens ont toujours cherché à promouvoir la coopération internationale, tandis que les Américains ont plutôt eu tendance à faire cavalier seul.

C'est pourquoi le Canada cherche à renforcer les organisations internationales comme les Nations Unies, le Commonwealth, la Francophonie, et nos alliances militaires de défense. C'est pourquoi les Canadiens travaillent dans les déserts d'Afrique, dans les villages d'Asie, dans les écoles et hôpitaux d'Amérique latine et des Antilles. C'est pourquoi nous avons constamment joué, dans le mouvement de libéralisation et d'expansion du commerce international de biens et de services, un rôle de premier plan.

L'OTAN est un bon exemple. Au moment de sa création, l'OTAN était perçue comme le moyen le plus efficace de garantir la sécurité, principale condition préalable à la prospérité et la liberté, du Canada et de ses alliés, les États-Unis et les pays d'Europe occidentale. Nous avons aussi tout intérêt à promouvoir le relèvement de l'Europe de l'Ouest. Avec une population qui dépasse largement les 300 millions, celle-ci est maintenant la région du monde la plus prospère. Ce n'est pas arrivé par accident.

L'OTAN a été un élément clé de son relèvement après la dévastation de la Deuxième Guerre mondiale. L'Europe est redevenue forte parce qu'elle jouit, depuis quatre décennies, en plus de la stabilité politique, de la plus longue période ininterrompue de paix depuis le début du siècle. La sécurité et la paix ont permis à l'Europe occidentale de prospérer et de croître. Cette sécurité a été assurée grâce à l'affirmation collective, par le biais de l'OTAN, de la volonté des pays occidentaux.

Comme dans la plupart des autres ententes de coopération, l'unité et la résolution de l'OTAN n'ont pas été maintenues sans efforts ou sans tiraillements. Il a fallu faire face constamment, tant de l'intérieur que de l'extérieur de l'alliance, aux tentatives visant à la faire éclater.

Par moments, on a mis en doute l'attachement des États-Unis pour l'alliance ou cru qu'il faiblissait. Le fardeau des engagements internationaux des États-Unis ou la frustration d'avoir à assumer le gros des coûts, a, à l'occasion, poussé certains Américains à vouloir se défaire du fardeau de la défense collective, à faire cavalier seul, à ne se préoccuper que de leurs intérêts. L'Europe s'inquiète périodiquement de ce que l'engagement des Américains ne flanche. Il y a souvent des tensions que le Canada est bien placé pour atténuer.

Il va de soi que je ne soulève pas ces questions aujourd'hui sans raison. Nous sommes en période électorale, et l'une des résolutions adoptées par le Nouveau Parti Démocratique comme ligne de conduite du parti est la suivante:

"Il est résolu que le Nouveau Parti Démocratique réitère son engagement envers la paix et le désarmement en réaffirmant sa politique visant le retrait du Canada de l'OTAN et des autres alliances militaires".

Son chef a réitéré cet engagement au cours du débat de la semaine dernière, en faisant valoir que le retrait ne serait pas immédiat. En vertu de la proposition du NPD, le Canada commencerait cependant immédiatement à retirer ses troupes de l'Europe et ferait connaître son intention de "... se retirer... de l'OTAN et des autres alliances militaires".

L'une ou l'autre de ces mesures aurait pour effet de communiquer à nos alliés un dangereux message de désunion et pourrait encourager l'Union soviétique à redoubler d'efforts pour diviser les pays occidentaux, aux dépens peut-être des négociations sur les armements. Tout comme une solide alliance occidentale a permis aux négociations sur les armements de progresser, une alliance occidentale divisée pourrait faire disparaître toute incitation à négocier des réductions d'armements.

Qu'on ne s'y trompe pas. L'alliance des pays occidentaux s'en trouverait affaiblie si le Canada signifiait son intention de quitter l'OTAN. D'autre part, le retrait des troupes canadiennes de l'Europe éveillerait la crainte, chez les Européens, d'être laissés à leurs propres moyens, et pourrait encourager les isolationnistes américains à emboîter le pas. Le Canada est l'un des architectes de cette alliance. Si nous amorçons un retrait, l'alliance occidentale s'en trouve inévitablement affaiblie.

À part des risques qu'il présente pour l'OTAN, ce genre d'abandon face à nos obligations va à l'encontre de ce que les traditions canadiennes ont de meilleur. C'est un acte d'isolation, un acte contraire à la coopération internationale. De quoi allons nous nous retirer ensuite? De l'Accord général sur les tarifs et le commerce, parce que nous ne prions pas les décisions du GATT? De l'UNESCO, parce que nous n'aimons pas certains de ses programmes? De l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, parce que le résultat d'une élection n'est pas ce que nous aurions voulu? Les Canadiens ont fait face, dans chacune de ces organisations, à des frustrations. D'aucuns ont suggéré que nous nous retirions, que nous réduisions nos contributions, ou que nous nous soustrayions aux règles. Mais la tradition canadienne veut que nous demeurions actifs au sein des organisations internationales, que nous cherchions à les renforcer, à les rendre plus constructives. C'est cette tradition qui nous a amené à créer l'OTAN, parce que celle-ci répondait à un besoin. Elle devrait maintenant nous amener à renforcer l'OTAN, parce que nous avons besoin de l'équilibre et de l'unité qu'apporte l'OTAN.